Un alibi envers les militants socialistes. Mais s'il n'y a ni du côté de la bourgeoisie, ni du côté des dirigeants ouvriers un obstacle infranchissable pour la constitution d'un gouvernement national, c'est la masse des militants des deux partis ouvriers qu'il s'agit de forcer dans la combine. Il règne dans les deux partis une opposition telle contre toute collaboration avec les catholiques, que la formation immédiate d'un cabinet de coalition se heurte à des difficultés excessives. Toutes les tractations depuis les élections, tous les pourparlers et leur aboutissement: la constitution du gouvernement Spaak minoritaire, ne constituent que des alibis de la part des dirigeants réformistes devant l'inquiétude de leurs militants. Après avoir « tenté l'impossible », après avoir porté tout seul la responsabilité gouvernementale, le PSB ne pourra-t-il pas constater que rien n'est plus possible, sauf l'Union Nationale ? Voilà comment on essaye de manœuvrer le parti dans une coalition avec ses pires ennemis, avec les pires ennemis de la classe ouvrière, avec un parti qu'on a voulu «clouer dans l'opposition » !

Il appartient maintenant aux militants socialistes de tirer de cette situation toutes les conclusions qui s'imposent. Ils doivent se dire que tout vaut mieux qu'une coalition avec les partis bourgeois.

Cette politique poursuivie depuis la « libération » a désarmé la classe ouvrière, a rejeté les classes moyennes vers le PSC, a donné une première victoire à la Réaction. Continuer cette politique, ce serait préparer le terrain pour une nouvelle victoire de la Réaction. Puisque les capitulations successives des dirigeants réformistes et staliniens ont rendu impossible aujourd'hui la constitution d'un gouvernement des partis ouvriers, il faut laisser à la bourgeoisie **toute** la responsabilité du pouvoir. Par une politique d'opposition et de front unique des partis ouvriers, il faut secouer l'apathie des travailleurs, les mobiliser pour une offensive contre la réaction, pour l'adaptation des salaires, pour les nationalisations, pour le contrôle ouvrier. C'est seulement par une telle politique que l'on pourra regagner la confiance des classes moyennes et imposer à l'étape suivante un gouvernement ouvrier.

A la veille de la chute de Franco

Depuis la chute d'Hitler, Franco est devenu un élément « étranger » sur l'échiquier politique d'Europe. L'honnête « démocrate » ne comprend pas qu'il reste au pouvoir après la défaite écrasante du « fascisme ». Pour les journalistes anglo-saxons, il constitue un sujet d'article particulièrement « délicat ». Pour les classes possédantes espagnoles, il commence à devenir un serviteur par trop gênant. Comme tous les éléments incapables de décider eux-mêmes du sort de l'Espagne, les staliniens, dont l'agitation fébrile cache mal l'absence fondamentale de confiance dans les capacités combatives du prolétariat, s'adressent aux chancelleries de Londres et de Washington : il faut que les « grandes puissances démocratiques » éliminent rapidement par leur « pression énergique » la « dernière puissance fasciste d'Europe ».

« Eviter la guerre civile ? » Mais ces appels de sirènes de la bureaucratie stalinienne sont reçus avec froideur par les diplomates impérialistes. Certes, ceux-ci déclarent n'éprouver aucune sympathie pour le Caudillo. Mais son remplacement est une « question intérieure espagnole ». Une « intervention étrangère déclencherait fatalement la guerre civile et risquerait en outre d'insulter à l'honneur national des Espagnols ». Le premier et le dernier de ces arguments ne méritent pas qu'on s'y attarde : l'intervention britannique en Grèce était certes également une intervention dans les affaires « intérieures » d'un autre pays, et l'argument de l'honneur blessé est le principal argument lancé par... les journaux franquistes contre toute action anti-fasciste partant de l'étranger. Mais quand les impérialistes anglo-saxons prétendent vouloir « éviter la guerre civile », ils découvrent le fond de leurs desseins dans la question espagnole.

Aucune pensée « humanitaire » pourtant ne les retient. Car la guerre civile la plus traîtresse et la plus sanglante est menée sans arrêt par Franco contre le malheureux prolétariat espagnol. Quand des centaines de milliers de militants ouvriers gémissent dans les prisons, quand la simple découverte d'un tract ou journal clandestin entraîne les sanctions les plus implacables, quand la loi martiale oppose la violence ouverte à toute initiative d'action syndicale ou politique du prolétariat, quand les impôts, les privations, les salaires ridiculement bas écrasent sous leur poids l'ouvrier comme le paysan pauvre et le réduisent à un état de semi-famine permanente — alors les banquiers de la City et de Wall street, sans oublier leurs acolytes de la politique et de la presse, se voilent hypocritement la face, et constatent que, somme toute, « l'ordre règne », puisque les dividendes de la société d'étain de Rio Tinto continuent d'affluer toujours vers leurs légitimes destinataires. Mais si le prolétariat se lève contre la dictature fasciste, répond avec sa propre violence à celle des classes possédantes, défie en lutte ouverte toute cette société qui suce avidement son sang pour prolonger un peu son agonie, alors on se découvre subitement des principes « pacifistes » : « il faut régler à l'amiable tous les conflits ». Les réformistes ont, eux aussi, leur petit mot à ajouter : « Un mauvais accord vaut toujours mieux qu'un procès, même gagné ».

La monarchie, dernier rempart des classes possédantes. Eviter l'action indépendante de la classe ouvrière, éviter l'irruption des masses dans l'arène politique, telle est la pensée qui guide l'action des impérialistes anglais et américains. Cet objectif, il ne peuvent plus, comme ils l'ont fait jusqu'à présent, le réaliser en soutenant ouvertement les éléments les plus réactionnaires, y compris Franco. Le déséquilibre des forces est trop grand pour cela. Churchill et Bevin comprennent mieux que les bourgeois espagnols la nécessité d'un remplacement rapide du dictateur. Opéré à froid, ce remplacement devrait se faire, d'après eux, de telle sorte que l'appareil policier et militaire reste suffisamment stable pour contrebalancer l'influence croissante des forces « extrémistes » ouvrières. En d'autres termes, ils essayent de trouver une solution qui rallierait à la fois les agents petits-bourgeois « démocratiques » du Capital, et certaines couches réactionnaires, l'Eglise, la caste des officiers, les propriétaires fonciers. La **monarchie** leur semble seule capable de réaliser cette solution. Aucune monarchie d'Europe n'a un passé de corruption et de pourriture comparable à celui de la monarchie espagnole. Pendant trois siècles elle a guidé le pays vers une décadence ininterrompue. Sa chute en 1931 inaugurait pour l'Espagne non seulement la période révolutionnaire proprement dite, mais le réveil même de la vie politique. N'est-ce pas caractéristique pour la crise de régime qui ébranle la société capitaliste dans le monde entier, que les « vainqueurs » de la deuxième guerre mondiale ne puissent offrir aux masses espagnoles, en remplacement du fascisme, que la monarchie traditionnelle pourrie jusqu'à la moëlle?

Le « Front Populaire » d'émigration en quête d'un compromis. De leur côté, les politiciens « anti-fascistes » de l'émigration trouvent aisément une base « commune » avec les diplomates de Londres, dans la nécessité d'éviter, ou en tout cas de limiter à l'extrême l'action des masses. Ils désirent, bien entendu, des « garanties » : il faut qu'ils puissent s'installer confortablement dans leurs fauteuils parlementaires et ministériels, et pour une longue période. Mais, pour cela même, il faut inspirer confiance aux classses possédantes ! Le gouvernement d'émigration Giral est de tendance très « modérée ». N'est-ce pas la meilleure garantie qu'un régime parlementaire « sauvegarderait l'ordre » autant que le régime franquiste, tout en coûtant moins cher à la bourgeoisie ?

L'émigration « démocratique » espagnole était, jusqu'au début de 1945, divisée en deux camps : un camp qui groupait les « républicains démocrates » bourgeois, les réformistes, et des dirigeants anarchistes. L'autre, qui groupait les staliniens et des éléments conservateurs. Les staliniens ont dissous leur « Front National » et ainsi « l'unité » est faite « entre tous les démocrates ». Mais cette « unité démocratique » apparaît à son tour comme un pas vers une « unité plus large ».

Ne pouvant envisager une autre « solution » à la question espagnole qu'une intervention des puissances impérialistes « démocratiques », le Front Populaire d'émigration se trouve forcément poussé dans la voie du compromis avec les desseins diplomatiques de Londres. Derrière les coulisses de l'Assemblée de l'ONU, des pourparlers se déroulent et se dérouleront sans doute encore pour aboutir à un accord définitif entre monarchistes et républicains. « L'Observer » du 17 février est d'avis que la conclusion de cet accord est proche. Il prévoirait entre autres : le rétablissement de la monarchie avec garanties de tous les droits constitutionnels-démocratiques et l'organisation 6 ou 9 mois plus tard, d'un plébiscite sur le régime définitif que l'Espagne « se donnerait ».